

**Rapport pour la commission  
permanente du conseil régional  
JUILLET 2023**

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**BOUCLIER DE SÉCURITÉ : 4ÈME AFFECTATION POUR L'ANNÉE 2023**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a>	3
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a>	5
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</a>	8
<a href="#">ANNEXE 1 : FICHES PROJETS BOUCLIER DE SECURITE</a>	9
<a href="#">ANNEXE 2 : AIDE A L'ACHAT D'UNE ALARME</a>	22
<a href="#">ANNEXE 3 : FICHES PROJETS SPECIFIQUES ET CONVENTIONS</a>	24
<a href="#">ANNEXE 4 : CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ENTRE CY CERGY PARIS</a>	
<a href="#">UNIVERSITE ET LA REGION ILE DE FRANCE</a>	57

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet, dans le cadre du bouclier de sécurité mis en place par les délibérations n° CR 10-16 du 22 janvier 2016 et la délibération modifiée n° CP 16-132 du 18 mai 2016, de participer au financement d'équipements de vidéoprotection et de forces de sécurité pour un montant total de 968 467 € de propositions d'affectations.

Les conventions qui seront signées avec les bénéficiaires intégreront les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

### **1. Soutien à l'équipement en vidéoprotection.**

Le présent rapport propose d'affecter 282 561 € d'autorisations de programme (6 dossiers).

### **2. Aide à l'achat d'une alarme.**

Ce rapport a pour objet, dans le cadre du règlement d'intervention « Aide à l'achat d'une alarme » mis en place par la délibération n° CR 2021-056 du 2 juillet 2021, d'attribuer 15 subventions pour l'achat d'alarme et de proposer l'affectation d'un montant total de 1 500 € d'autorisations de programme (liste présentée en annexe 2 à la présente délibération).

### **3. Mesures d'urgence en faveur de la modernisation des équipements de la Police nationale en Ile-de-France.**

Par convention en date du 23 septembre 2021, la région Ile-de-France et la Préfecture de Police ont réaffirmé leur volonté d'agir pour renforcer la sécurité des Franciliens.

Cette volonté se traduit notamment par une modernisation des conditions d'exercice des missions dévolues aux forces de sécurité de l'Etat en Ile-de-France et le renforcement de la présence des forces de l'ordre sur la voie publique afin de mieux lutter contre la délinquance et la criminalité.

Afin de répondre à ces objectifs, il vous est proposé d'attribuer trois subventions maximales spécifiques de 219 011 €, 112 800 € et 352 595 € en faveur de la Préfecture de Police de Paris et de la Direction Général de la Gendarmerie Nationale (DGGN) (3 fiches projets en annexe 3).

En effet la modernisation des équipements de la brigade équestre départementale de l'Essonne (91) ainsi que ceux de la garde républicaine de la gendarmerie nationale faciliterait les déplacements rapides dans des environnements urbains denses comme ceux de la région Île-de-France. Cela garantirait une présence policière plus efficace et rapide pour la sécurisation des participants aux grands évènements culturels et sportifs en

Ile-de-France, notamment dans la perspective de la Coupe du Monde de Rugby et des Jeux Olympiques et Paralympiques (Stade de France, etc).

Enfin dans certaines zones de l'Île-de-France, l'accès aux services de police peut être limité en raison de la distance géographique entre les citoyens et les commissariats. Le commissariat mobile de la gendarmerie des Yvelines (78) permettrait de combler cette lacune en se déplaçant vers les communes, offrant ainsi aux résidents un accès plus facile aux services de police, en particulier dans les zones périurbaines ou mal desservies par les infrastructures existantes.

Trois conventions conclues avec la Préfecture de Police de Paris et la DGGN précisent les modalités d'attribution de ces subventions (annexe 3).

#### **4. Partenariat Campus Sécurité Région Île-de-France.**

Le « Campus Sécurité » constitue un lieu unique d'échange et de formation autour des Métiers de la Sécurité.

La région Île-de-France et le campus des métiers de la sécurité (dépendant de l'Université Paris-Cergy), mettent en place une coopération à travers une assistance mutuelle dans les programmes d'enseignement, de formation et de recherche.

Cela se traduit par la mise en place d'un accueil d'étudiants (enseignement supérieur), ou d'élèves (enseignement scolaire) par le service sécurité des sites au sein des locaux de la région Île-de-France.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **PROJET DE DÉLIBÉRATION**

### **DU 5 JUILLET 2023**

#### **BOUCLIER DE SÉCURITÉ : 4ÈME AFFECTATION POUR L'ANNÉE 2023**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de l'éducation ;

**VU** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13 ;

**VU** la délibération n° CR 10-16 du 22 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité en Île-de-France ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée, relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

**VU** la délibération n° CR 2021-063 du 23 septembre 2021 établissant la convention Etat-Région relative à l'équipement de la police nationale et de la gendarmerie nationale et au renforcement de la sécurité en Île-de-France ;

**VU** la délibération modifiée n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-056 du 2 juillet 2021 « Mieux vous protéger » ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** la délibération modifiée n° CP 16-132 du 18 mai 2016 relative à la mise en œuvre du bouclier de sécurité, et adoptant les règlements d'intervention régionaux « soutien à l'équipement en vidéoprotection » et « soutien à l'équipement des polices municipales » ;

**VU** la délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 adoptant la convention-type relative à l'équipement en vidéoprotection et affectant des crédits à ce titre ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la région Île-de-France ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

**VU** l'avis de la commission de la sécurité ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-279 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 :**

Décide de participer, au titre du dispositif « soutien à l'équipement en vidéoprotection », au financement des projets d'équipement détaillés dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **282 561 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **282 561 €**, disponible sur le chapitre 901 « Sécurité » du code fonctionnel 11 « Police, sécurité, justice » du programme HP11-001 (111001) « bouclier de sécurité », action 11100102 « soutien à l'équipement en vidéoprotection » du budget 2023.

**Article 2 :**

Décide d'attribuer des subventions à **15** bénéficiaires d'une aide forfaitaire de 100 € par dossier d'attribution au titre du dispositif « aide à l'achat d'une alarme » adopté par délibération n° CR 2021-056 du 2 juillet 2021, pour un montant total de **1 500 €**, et dont la liste est présentée en annexe 2 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **1 500 €**, disponible sur le chapitre 901 « Sécurité » du code fonctionnel 11 « Police, sécurité, justice » du programme HP11-001 (111001) « bouclier de sécurité », action 11100102 « soutien à l'équipement en vidéoprotection » du budget 2023.

**Article 3 :**

Décide d'attribuer au bénéfice de la Préfecture de Police de Paris et de la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale 3 subventions spécifiques d'un montant maximum prévisionnel de **684 406 €** pour le financement des projets relatifs aux mesures d'urgence en faveur de la modernisation des équipements de la Police Nationale (219 011 €) et de la Gendarmerie Nationale (352 595 € et 112 800 €) en Île-de-France, détaillés dans les trois fiches projets jointes en annexe n°3 à la présente délibération.

Approuve les conventions spécifiques à passer avec la Préfecture de Police de Paris et la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale présentées en annexe 3 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions précitées et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **684 406 €** disponible sur le chapitre 901 « Sécurité » du code fonctionnel 11 « Police, sécurité, justice » du programme HP11-001 (111001) « bouclier de sécurité », action 11100101 « soutien à l'implantation locale des forces de sécurité » du budget 2023.

**Article 4 :**

Approuve la convention de partenariat avec le campus des métiers de la sécurité

pour l'accueil des étudiants au sein des locaux de la région Île-de-France présentée en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

**Article 5 :**

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexes 1 et 3 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022 portant prorogation du règlement budgétaire et financier.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**



## **ANNEXE 1 : FICHES PROJETS BOUCLIER DE SECURITE**

**DOSSIER N° EX070983 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE SAINT GERMAIN LAXIS**

**Dispositif** : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

**Délibération Cadre** : CP16-132 du 18/05/2016

**Imputation budgétaire** : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	55 562,00 € HT	35,00 %	19 447,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		19 447,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE SAINT GERMAIN LAXIS

Adresse administrative : PLACE EMILE PIOT  
77950 SAINT GERMAIN LAXIS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Willy DELPORTE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Saint-Germain-Laxis

**Dates prévisionnelles** : 5 janvier 2023 - 7 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

**Description :**

La commune de Saint-Germain-Laxis a été victime ces dernières années d'un accroissement d'actes d'incivilité et des dégradations tant envers les biens des riverains qu'envers les bâtiments et espaces publics. C'est pourquoi elle entreprend la création d'un dispositif de vidéoprotection à l'aide de 11 caméras. Cette installation aura pour objectifs :

- prévenir, anticiper, dissuader et gérer les atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans les lieux publics particulièrement exposés à des risques d'agression et de vol,
- donner les moyens aux autorités compétentes d'identifier les auteurs de troubles aux fins d'y donner la suite qu'il convient,
- donner les moyens aux autorités compétentes d'identifier la nature des perturbations aux fins d'y donner la suite qu'il convient.

**Détail du calcul de la subvention :**

S'agissant d'une création hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 35%.

Ne sont pas éligibles les études, l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO), les Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE), les formations, les contrats d'entretien, les extensions de garantie, les abonnements, pour 4 200€.

**Localisation géographique :**

- SAINT-GERMAIN-LAXIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et pose de matériels (11 caméras)	50 490,00	84,49%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	5 072,00	8,49%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (non éligibles)	4 200,00	7,03%
Total	59 762,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de- France (sollicitée)	19 447,00	32,54%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	13 423,00	22,46%
Subvention Département (sollicitée)	11 952,00	20,00%
Etat (sollicitée)	14 940,00	25,00%
Total	59 762,00	100,00%

**DOSSIER N° EX071805 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE CRESPIERES**

**Dispositif** : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

**Délibération Cadre** : CP16-132 du 18/05/2016

**Imputation budgétaire** : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	82 473,00 € HT	30,00 %	24 742,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		24 742,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE CRESPIERES  
Adresse administrative : PLACE DE L'EGLISE  
78121 CRESPIERES  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Adriano BALLARIN, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Crespières

**Dates prévisionnelles** : 23 février 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

**Description :**

La commune de Crespières souhaite étendre son système de vidéoprotection à l'aide de 11 nouvelles caméras, afin de :

- avoir un visuel sur l'espace à protéger,
- mieux apprécier les situations,
- prévenir les risques et menaces de tous ordres,
- dissuader les actes de malveillances et permettre l'identification de leurs auteurs,
- appuyer les forces de police et de secours pour toute opération.

**Détail du calcul de la subvention :**

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 30% des dépenses éligibles, hors DOE, formations, etc. pour 2 435€ HT.

**Localisation géographique :**

- CRESPIERES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et pose de 11 caméras	47 449,00	55,88%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	35 024,00	41,25%
DOE, formations, etc. (dépenses non éligibles)	2 435,00	2,87%
Total	84 908,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	24 742,00	29,14%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	41 236,00	48,57%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	18 930,00	22,29%
Total	84 908,00	100,00%

**DOSSIER N° EX072637 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE LES CHAPELLES-BOURBON**

**Dispositif** : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

**Délibération Cadre** : CP16-132 du 18/05/2016

**Imputation budgétaire** : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	55 885,00 € HT	35,00 %	19 560,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		19 560,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE LES CHAPELLES-BOURBON

Adresse administrative : MAIRIE  
77610 LES CHAPELLES-BOURBON

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Anne PARISY, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune Des Chapelles-Bourbon

**Dates prévisionnelles** : 9 mars 2023 - 10 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

**Description :**

La commune des Chapelles Bourbon souhaite créer un dispositif de vidéoprotection à l'aide de 10 caméras. Ce dispositif a pour objectifs de :

- lutter contre les incivilités et la délinquance,
- lutter contre les dépôts sauvages,
- améliorer la sécurité des biens et des personnes.

**Détail du calcul de la subvention :**

S'agissant d'une création hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 35%.

Ne sont pas éligibles les études, l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO), les Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE), les formations, les contrats d'entretien, les extensions de garantie, les abonnements, pour 1 200€.

**Localisation géographique :**

- LES CHAPELLES-BOURBON

**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (10 caméras)	36 930,00	64,69%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	18 270,00	32,00%
Ecrans de contrôle	685,00	1,20%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (non éligibles)	1 200,00	2,10%
Total	57 085,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	19 560,00	34,26%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	11 837,00	20,74%
Subvention Département (sollicitée)	11 417,00	20,00%
DETR (sollicitée)	14 271,00	25,00%
Total	57 085,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073720 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE CHAPET**

**Dispositif** : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

**Délibération Cadre** : CP16-132 du 18/05/2016

**Imputation budgétaire** : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	60 099,00 € HT	35,00 %	21 034,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		21 034,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE CHAPET

Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE  
78130 CHAPET

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur BENOIT DE LAURENS, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Chapet

**Dates prévisionnelles** : 13 avril 2023 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

**Description :**

En coordination avec la gendarmerie, la mise en place d'un système de vidéoprotection comportant 7 caméras sur la ville de Chapet, en entrées et sorties du village, s'avère indispensable pour lutter contre les cambriolages, dépôts sauvages et autres infractions.

**Détail du calcul de la subvention :**

S'agissant de la première installation d'un équipement de vidéoprotection hors ZSP, le taux maximum d'intervention s'établit à 35% des dépenses éligibles, hors études, formations et DOE pour 2 991€ HT.

**Localisation géographique :**

- CHAPET

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER



<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats, pose et travaux pour 7 caméras	53 792,00	85,26%
Logiciels	6 307,00	10,00%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (dépenses non éligibles)	2 991,00	4,74%
Total	63 090,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	21 034,00	33,34%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	23 129,00	36,66%
Autres (préciser)	18 927,00	30,00%
Total	63 090,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073842 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE VILLEMOSSEON SUR ORGE**

**Dispositif** : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

**Délibération Cadre** : CP16-132 du 18/05/2016

**Imputation budgétaire** : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	525 967,00 € HT	35,00 %	184 088,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		184 088,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE VILLEMOSSEON SUR ORGE

Adresse administrative : 22  
91360 VILLEMOSSEON SUR ORGE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur François CHOLLEY, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Villemoisson-sur-Orge

**Dates prévisionnelles** : 13 avril 2023 - 31 juillet 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

**Description :**

Le projet consiste à un déploiement d'un système de vidéoprotection comportant 78 caméras sur le territoire communal de Villemoisson-sur-Orge, composé comme suit :

- 30 caméras à chaque entrée et sortie de ville,
- 48 caméras réparties sur 12 zones jugées plus sensibles ou subissant régulièrement des actes de malveillance.

Ce projet sera mis en place afin d'améliorer la sûreté en réduisant notamment les délits (cambriolages et vols de véhicules), les actes d'incivilité et en réduisant les dépôts sauvages. Ce système permettra également d'apporter les éléments factuels nécessaires aux enquêtes de la police.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

S'agissant de la première installation d'un équipement de vidéoprotection hors ZSP, le taux maximum

d'intervention s'établit à 35% des dépenses éligibles, hors études, formations et DOE pour 5 725€ HT.

**Localisation géographique :**

- VILLEMORISSON-SUR-ORGE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et pose de matériels (78 caméras)	318 697,00	59,94%
Logiciels	21 420,00	4,03%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	121 560,00	22,86%
Ecrans de contrôle	64 290,00	12,09%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (dépenses non éligibles)	5 725,00	1,08%
Total	531 692,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	184 088,00	34,62%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	214 262,00	40,30%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	108 342,00	20,38%
Subvention Département (sollicitée)	25 000,00	4,70%
Total	531 692,00	100,00%

**DOSSIER N° EX074782 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DU TREMBLAY SUR MAULDRE**

**Dispositif** : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

**Délibération Cadre** : CP16-132 du 18/05/2016

**Imputation budgétaire** : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	45 634,00 € HT	30,00 %	13 690,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		13 690,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DU TREMBLAY SUR MAULDRE

Adresse administrative : 17 RUE DU PAVE  
78490 LE TREMBLAY SUR MAULDRE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Françoise CHANCEL, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune du Tremblay-sur-Mauldre

**Dates prévisionnelles** : 28 avril 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

**Description :**

Extension du système de vidéoprotection de la commune du Tremblay-sur-Mauldre par l'implantation de 14 caméras aux entrées de la ville, dans le centre bourg et pour la sécurisation des chemins ruraux (dépôts sauvages).

**Détail du calcul de la subvention :**

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 30% des dépenses éligibles, hors études, DOE et formations.

**Localisation géographique :**

- LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et pose de matériels (14 caméras)	23 181,00	50,80%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	22 453,00	49,20%
Total	45 634,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de- France (sollicitée)	13 690,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	31 944,00	70,00%
Total	45 634,00	100,00%

## **ANNEXE 2 : AIDE A L'ACHAT D'UNE ALARME**

Dispositif « Aide à l'achat d'une alarme »  
8<sup>ème</sup> liste de bénéficiaires  
*A consulter au Secrétariat Général du Conseil Régional*

## **ANNEXE 3 : FICHES PROJETS SPECIFIQUES ET CONVENTIONS**



**DOSSIER N° 23004018 - Acquisition d'équipement pour l'escouade de sécurisation de la Garde républicaine (gendarmerie nationale)**

**Dispositif** : Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement) (n° 00001227)

**Imputation budgétaire** : 901-11-204112-111001-300

Action : 11100101- Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement)	352 595,00 € TTC	100,00 %	352 595,00 €
Montant total de la subvention			352 595,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : DIR GENERALE DE LA GENDARMERIE  
NATIONALE

Adresse administrative : 4 RUE CLAUDE BERNARD  
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

Statut Juridique : Ministère

Représentant : Monsieur Christian RODRIGUEZ, Général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : l'acquisition d'équipement pour l'escouade de sécurisation de la Garde républicaine (gendarmerie nationale)

**Dates prévisionnelles** : 6 avril 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

**Description :**

Acquisition d'équipements de protection, d'entretien, d'équipement de 1er secours, de matériel d'écurie pour les chevaux projetés de la garde républicaine et d'un véhicule de transport d'équidé (7 chevaux en position oblique) permettant d'étendre les missions de la gendarmerie nationale afin de sécuriser les différents événements sportifs et culturels, notamment le renforcement de la sécurité du Stade de France dans la perspective de la Coupe du Monde de Rugby 2023 et des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

**Localisation géographique :**

- ISSY-LES-MOULINEAUX

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'équipements de 1er secours pour l'unité projetée	7 474,00	2,12%
Achats de protections pour les chevaux projetés en opérationnel	6 186,00	1,75%
Achats de matériels d'écurie pour les chevaux projetés en opérationnel	31 766,00	9,01%
Achats de matériels d'entretien pour les chevaux projetés en opérationnel	4 083,00	1,16%
Véhicule de transport d'équidés (7 chevaux en position oblique)	303 086,00	85,96%
Total	352 595,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	352 595,00	100,00%
Total	352 595,00	100,00%

**DOSSIER N° 23004022 - Acquisition d'un commissariat de gendarmerie mobile pour la brigade mobile de proximité des Yvelines (78)**

**Dispositif** : Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement) (n° 00001227)

**Imputation budgétaire** : 901-11-204112-111001-300

Action : 11100101- Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement)	112 800,00 € TTC	100,00 %	112 800,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		112 800,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : DIR GENERALE DE LA GENDARMERIE  
NATIONALE  
Adresse administrative : 4 RUE CLAUDE BERNARD  
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX  
Statut Juridique : Ministère  
Représentant : Monsieur Christian RODRIGUEZ, Général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : l'acquisition d'un commissariat de gendarmerie mobile pour la brigade mobile de proximité des Yvelines (78)

**Dates prévisionnelles** : 6 avril 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

**Description :**

Acquisition d'un commissariat de gendarmerie mobile pour la brigade mobile de proximité des Yvelines (78). Cette unité, qui couvre le haut Mantois et une partie du Vexin, souhaite un contact plus proche avec les concitoyens des zones reculées du nord du département. Les missions de gendarmerie départementale seraient effectuées à bord de ce véhicule (dépot de plainte...).

**Localisation géographique :**

- ISSY-LES-MOULINEAUX

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un commissariat mobile pour la gendarmerie nationale	112 800,00	100,00%
Total	112 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	112 800,00	100,00%
Total	112 800,00	100,00%

**DOSSIER N° 23005765 - Extension de l'unité équestre départementale de la Police nationale de l'Essonne (91) - DDSP 91**

**Dispositif** : Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement) (n° 00001227)

**Imputation budgétaire** : 901-11-204112-111001-300

Action : 11100101- Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement)	219 011,00 € TTC	100,00 %	219 011,00 €
Montant total de la subvention			219 011,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : PREFECTURE POLICE PARIS

Adresse administrative : 9 BD DU PALAIS  
75004 PARIS 04 RP

Statut Juridique : Service Déconcentré de l'Etat

Représentant : Monsieur Laurent NUNEZ, Préfet

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : l'extension de l'unité équestre départementale de la Police nationale de l'Essonne (91) - DDSP 91

**Dates prévisionnelles** : 11 mai 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

**Description :**

Cette demande s'inscrit dans le cadre des renforts de la brigade équestre au profit des nombreux événements organisés au niveau départemental, régionale et nationale.

Notamment, la brigade équestre départementale de l'essonne sera fortement mobilisée pour apporter son soutien dans le cadre des Jeux Olympiques de Paris 2024.

Acquisition d'un cheval, de 2 véhicules de transports permettant d'étendre les missions de la brigade équestre. Acquisition d'équipements de protection pour les cavaliers.

**Localisation géographique :**

- PARIS

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un cheval	7 000,00	3,20%
Achat de 2 véhicules de transport	174 000,00	79,45%
Achats de matériels, équipements de protection	38 011,00	17,36%
Total	219 011,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	219 011,00	100,00%
Total	219 011,00	100,00%

## **CONVENTION N° 23004018**

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,  
En vertu de la délibération N° CP 2023-279 du 5 juillet 2023,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : DIRECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE  
dont le statut juridique est : service déconcentré de l'Etat

**N° SIRET** : 157000019 00461

Code APE : 84.22Z

dont le siège social est situé au : 4 RUE CLAUDE BERNARD 92136 ISSY-LES-MOULINEAUX  
ayant pour représentant Monsieur Christian RODRIGUEZ, Général  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

### **PREAMBULE :**

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre d'un dispositif spécifique pour un projet relatif aux mesures d'urgence en faveur de la modernisation des équipements de la Police nationale en Île-de-France.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes :

Que le renforcement de la sécurité des Franciliens est une priorité régionale depuis 2016.

Que la lutte contre la délinquance, la criminalité et le terrorisme est une exigence majeure pour notre société comme pour nos concitoyens et qu'une politique de sécurité associant les collectivités territoriales doit en renforcer l'efficacité tout en contribuant à améliorer le service public. Ainsi, la présente convention s'inscrit dans le prolongement de la démarche partenariale initiée de longue date entre les parties au travers de la convention relative à l'équipement immobilier de la police nationale en Île-de-France signées entre l'Etat (ministère de l'Intérieur) et la Région.

Que la Région a décidé :

- De favoriser la construction, la reconstruction ou la rénovation de commissariats, de bureaux et antennes de police et de casernes de gendarmerie, notamment lorsque ces bâtiments sont implantés dans des zones à forts enjeux de sécurité, par délibération CR2021-063 du 23 septembre 2021 ;
- De contribuer de manière active à la sécurité des Franciliens au quotidien, par délibération CR n°10-16 du 22 janvier 2016 « Mise en place du bouclier de sécurité » ;

Que l'Etat et la Région ont souhaité, dans ce cadre, développer leur coopération en vue d'améliorer le service public de la sécurité et contribuer à le moderniser pour mieux répondre aux formes actuelles de la délinquance et de la criminalité, et lutter contre le terrorisme.

Aussi, les parties réaffirment-elles leur volonté de poursuivre les objectifs communs suivants :

1. Moderniser les conditions d'exercice des missions dévolues aux forces de sécurité de l'Etat en Île-de-France ;
2. Renforcer en particulier la sécurité :
  - Des usagers des gares et des transports publics ;
  - Des élèves et des personnels des établissements d'enseignement relevant d'une compétence régionale (lycées, centres de formation d'apprentis, centres de formations sanitaires et sociales), et ce jusqu'aux moyens de transports publics qu'ils utilisent ;
  - Des touristes, notamment étrangers, dont l'accueil constitue un objectif stratégique pour l'attractivité internationale et le tissu économique de l'Île-de-France ;
3. L'accueil du public, notamment la prise en compte des victimes mineures et des victimes de violences conjugales ;

Sont convenus de ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N° CP 2023-279 du 5 juillet 2023, la région Île-de-France a décidé de soutenir la DIRECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : financement de l'acquisition d'équipement pour l'escouade de sécurisation de la garde républicaine (référence dossier n°23004018).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 352 595 € TTC, soit un montant maximum de subvention de 352 595 € TTC.

L'organisme (Etat) ne récupère pas la TVA sur ses dépenses.

#### **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

##### **ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 5 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité de la police nationale ou de la gendarmerie nationale.

Le bénéficiaire s'engage à ce que le projet s'inscrive dans une démarche qualité et de respect de l'environnement au cours de toutes les phases de cycles de vie de l'équipement (construction, utilisation, démolition).

Le bénéficiaire s'engage également à ce que les maîtres d'ouvrage intègrent des clauses d'insertion sociales et professionnelles dans les marchés publics relatifs à leurs opérations.

##### **ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et



maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

### ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur [www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF](http://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF) dont les principes sont :

#### *Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional*

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

#### *Relations presse / relations publiques :*

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates

prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

#### Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

#### Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

#### Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

#### Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans le cadre d'une subvention pour l'obtention d'équipements de protection, d'entretien, de matériel d'écurie pour des chevaux ainsi que d'un ou plusieurs véhicules adaptés au transport de ces derniers, le ou les bénéficiaires s'engagent à apposer le logo de la région Île-de-France sur "les tapis de selle de l'équidé" et sur les flancs (droit et gauche) ainsi qu'à l'arrière du ou des véhicules.

### **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

#### ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

### ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

La subvention, incluant les acomptes et le solde, est versée par la région d'Ile-de-France à l'Etat (préfecture de police - ministère de l'intérieur et des outre-mer) selon la procédure du fonds de concours pour les administrations de l'Etat.

Le paiement effectué par la Région fait l'objet d'un rattachement sur le budget du ministère de l'intérieur et des outre-mer, sur le fonds de concours n°1-2-00682 " Participation contractuelle au financement de divers travaux d'équipement" du programme 152 de la gendarmerie nationale.

Le paiement est effectué par virement bancaire sur le compte de la DRFIP d'Ile-de-France et de Paris joint en annexe.

#### ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

#### **ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE**

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

#### **ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 06 avril 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 5 juillet 2023.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiqués à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

## **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

## **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

## **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

## **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CP 2023-279 du 5 juillet 2023.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente  
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE  
Monsieur Christian RODRIGUEZ, Général



## CONVENTION N° 23004022

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,  
En vertu de la délibération N° CP 2023-279 du 5 juillet 2023,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : DIRECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE  
dont le statut juridique est : service déconcentré de l'Etat

**N° SIRET** : 157000019 00461

Code APE : 84.22Z

dont le siège social est situé au : 4 RUE CLAUDE BERNARD 92136 ISSY-LES-MOULINEAUX  
ayant pour représentant Monsieur Christian RODRIGUEZ, Général  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

### PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre d'un dispositif spécifique pour un projet relatif aux mesures d'urgence en faveur de la modernisation des équipements de la Police nationale en Île-de-France.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes :

Que le renforcement de la sécurité des Franciliens est une priorité régionale depuis 2016.

Que la lutte contre la délinquance, la criminalité et le terrorisme est une exigence majeure pour notre société comme pour nos concitoyens et qu'une politique de sécurité associant les collectivités territoriales doit en renforcer l'efficacité tout en contribuant à améliorer le service public. Ainsi, la présente convention s'inscrit dans le prolongement de la démarche partenariale initiée de longue date entre les parties au travers de la convention relative à l'équipement immobilier de la police nationale en Île-de-France signées entre l'Etat (ministère de l'Intérieur) et la Région.

Que la Région a décidé :

- De favoriser la construction, la reconstruction ou la rénovation de commissariats, de bureaux et antennes de police et de casernes de gendarmerie, notamment lorsque ces bâtiments sont implantés dans des zones à forts enjeux de sécurité, par délibération CR2021-063 du 23 septembre 2021 ;
- De contribuer de manière active à la sécurité des Franciliens au quotidien, par délibération CR n°10-16 du 22 janvier 2016 « Mise en place du bouclier de sécurité » ;

Que l'Etat et la Région ont souhaité, dans ce cadre, développer leur coopération en vue d'améliorer le service public de la sécurité et contribuer à le moderniser pour mieux répondre aux formes actuelles de la délinquance et de la criminalité, et lutter contre le terrorisme.



Aussi, les parties réaffirment-elles leur volonté de poursuivre les objectifs communs suivants :

1. Moderniser les conditions d'exercice des missions dévolues aux forces de sécurité de l'Etat en Île-de-France ;
2. Renforcer en particulier la sécurité :
  - Des usagers des gares et des transports publics ;
  - Des élèves et des personnels des établissements d'enseignement relevant d'une compétence régionale (lycées, centres de formation d'apprentis, centres de formations sanitaires et sociales), et ce jusqu'aux moyens de transports publics qu'ils utilisent ;
  - Des touristes, notamment étrangers, dont l'accueil constitue un objectif stratégique pour l'attractivité internationale et le tissu économique de l'Île-de-France ;
3. L'accueil du public, notamment la prise en compte des victimes mineures et des victimes de violences conjugales ;

Sont convenus de ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N° CP 2023-279 du 5 juillet 2023, la région Île-de-France a décidé de soutenir la DIRECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : financement d'un commissariat de gendarmerie mobile pour la brigade mobile de proximité des Yvelines (référence dossier n°23004022).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 112 800 € TTC, soit un montant maximum de subvention de 112 800 € TTC.

L'organisme (Etat) ne récupère pas la TVA sur ses dépenses.

## **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### **ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 5 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité de la police nationale ou de la gendarmerie nationale.

Le bénéficiaire s'engage à ce que le projet s'inscrive dans une démarche qualité et de respect de l'environnement au cours de toutes les phases de cycles de vie de l'équipement (construction, utilisation, démolition).

Le bénéficiaire s'engage également à ce que les maîtres d'ouvrage intègrent des clauses d'insertion sociales et professionnelles dans les marchés publics relatifs à leurs opérations.

### **ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et

maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

### ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur [www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF](http://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF) dont les principes sont :

#### *Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional*

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

#### *Relations presse / relations publiques :*

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates

prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

#### Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

#### Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

#### Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

#### Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans le cadre d'une subvention pour l'acquisition d'un commissariat de gendarmerie mobile, le ou les bénéficiaires s'engagent à apposer le logo de la région Île-de-France sur les flancs (droit et gauche) ainsi qu'à l'arrière du véhicule.

### **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

#### **ARTICLE 3.1 : CADUCITE**

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

## ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

La subvention, incluant les acomptes et le solde, est versée par la région d'Ile-de-France à l'Etat (préfecture de police - ministère de l'intérieur et des outre-mer) selon la procédure du fonds de concours pour les administrations de l'Etat.

Le paiement effectué par la Région fait l'objet d'un rattachement sur le budget du ministère de l'intérieur et des outre-mer, sur le fonds de concours n°1-2-00682 " Participation contractuelle au financement de divers travaux d'équipement" du programme 152 de la gendarmerie nationale.

Le paiement est effectué par virement bancaire sur le compte de la DRFIP d'Ile-de-France et de Paris joint en annexe.

### ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### **ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE**

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

### **ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE**

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

### **ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 06 avril 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 5 juillet 2023.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiqués à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

## **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

## **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

## **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

## **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CP 2023-279 du 5 juillet 2023.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente  
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE  
Monsieur Christian RODRIGUEZ, Général





## CONVENTION N° 23005765

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,  
En vertu de la délibération N° CP 2023-279 du 5 juillet 2023,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : PREFECTURE DE POLICE DE PARIS  
dont le statut juridique est : service déconcentré de l'Etat  
N° SIRET : 177501517 00011  
Code APE : 84.24Z  
dont le siège social est situé au : 9 BD DU PALAIS 75004 PARIS 04 RP  
ayant pour représentant Monsieur Laurent NUÑEZ, Préfet  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

### PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre d'un dispositif spécifique pour un projet relatif aux mesures d'urgence en faveur de la modernisation des équipements de la Police nationale en Île-de-France.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes :

Que le renforcement de la sécurité des Franciliens est une priorité régionale depuis 2016.

Que la lutte contre la délinquance, la criminalité et le terrorisme est une exigence majeure pour notre société comme pour nos concitoyens et qu'une politique de sécurité associant les collectivités territoriales doit en renforcer l'efficacité tout en contribuant à améliorer le service public. Ainsi, la présente convention s'inscrit dans le prolongement de la démarche partenariale initiée de longue date entre les parties au travers de la convention relative à l'équipement immobilier de la police nationale en Île-de-France signées entre l'Etat (ministère de l'Intérieur) et la Région.

Que la Région a décidé :

- De favoriser la construction, la reconstruction ou la rénovation de commissariats, de bureaux et antennes de police et de casernes de gendarmerie, notamment lorsque ces bâtiments sont implantés dans des zones à forts enjeux de sécurité, par délibération CR2021-063 du 23 septembre 2021 ;
- De contribuer de manière active à la sécurité des Franciliens au quotidien, par délibération CR n°10-16 du 22 janvier 2016 « Mise en place du bouclier de sécurité » ;

Que l'Etat et la Région ont souhaité, dans ce cadre, développer leur coopération en vue d'améliorer le service public de la sécurité et contribuer à le moderniser pour mieux répondre aux formes actuelles de la délinquance et de la criminalité, et lutter contre le terrorisme.

Aussi, les parties réaffirment-elles leur volonté de poursuivre les objectifs communs suivants :

1. Moderniser les conditions d'exercice des missions dévolues aux forces de sécurité de l'Etat en Île-de-France ;
2. Renforcer en particulier la sécurité :
  - Des usagers des gares et des transports publics ;
  - Des élèves et des personnels des établissements d'enseignement relevant d'une compétence régionale (lycées, centres de formation d'apprentis, centres de formations sanitaires et sociales), et ce jusqu'aux moyens de transports publics qu'ils utilisent ;
  - Des touristes, notamment étrangers, dont l'accueil constitue un objectif stratégique pour l'attractivité internationale et le tissu économique de l'Île-de-France ;
3. L'accueil du public, notamment la prise en compte des victimes mineures et des victimes de violences conjugales ;

Sont convenus de ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N° CP 2023-279 du 5 juillet 2023, la région Île-de-France a décidé de soutenir PREFECTURE DE POLICE DE PARIS pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : financement d'une extension de l'unité équestre départementale de la police nationale de l'Essonne (91) (référence dossier n°230005765).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 219 011 € TTC, soit un montant maximum de subvention de 219 011 € TTC.

L'organisme (Etat) ne récupère pas la TVA sur ses dépenses.

#### **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

##### **ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 5 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité de la police nationale ou de la gendarmerie nationale.

Le bénéficiaire s'engage à ce que le projet s'inscrive dans une démarche qualité et de respect de l'environnement au cours de toutes les phases de cycles de vie de l'équipement (construction, utilisation, démolition).

Le bénéficiaire s'engage également à ce que les maîtres d'ouvrage intègrent des clauses d'insertion sociales et professionnelles dans les marchés publics relatifs à leurs opérations.

##### **ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et

maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

### ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur [www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF](http://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF) dont les principes sont :

#### *Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional*

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

#### *Relations presse / relations publiques :*

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates

prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

#### Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

#### Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

#### Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

#### Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans le cadre d'une subvention pour l'obtention de chevaux ainsi que d'un ou plusieurs véhicules adaptés au transport de ces derniers (VAN), le ou les bénéficiaires s'engagent à apposer le logo de la région Île-de-France sur "les tapis de selle de l'équidé" et sur les flancs (droit et gauche) ainsi qu'à l'arrière du ou des véhicules.

### **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

#### **ARTICLE 3.1 : CADUCITE**

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

### ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

La subvention, incluant les acomptes et le solde, est versée par la région d'Ile-de-France à l'Etat (préfecture de police - ministère de l'intérieur et des outre-mer) selon la procédure du fonds de concours pour les administrations de l'Etat.

Le paiement effectué par la Région fait l'objet d'un rattachement sur le budget du ministère de l'intérieur et des outre-mer, sur le fonds de concours n°1-2-00675 "Participation financement de divers travaux d'équipement" du programme 176 de la police nationale.

Le paiement est effectué par virement bancaire sur le compte de la DRFIP d'Ile-de-France et de Paris joint en annexe.

#### ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

### **ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE**

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

### **ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 11 mai 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 5 juillet 2023.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiqués à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

## **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

## **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

## **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CP 2023-279 du 5 juillet 2023.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente  
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire  
PREFECTURE DE POLICE DE PARIS  
Monsieur Laurent NUÑEZ, Préfet





**ANNEXE 4 : CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT  
ENTRE CY CERGY PARIS UNIVERSITE ET LA REGION  
ILE DE FRANCE**

## **Convention de partenariat entre CY Cergy Paris Université et la Région Ile-de-France**

Entre :

### **La Région Ile-de-France**

2, rue Simone Veil  
93400 Saint Ouen-sur-Seine  
ci-dénommée « la Région »

Représenté par Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

Et

### **CY Cergy Paris Université**

33, boulevard du Port  
95011 Cergy-Pontoise Cedex  
SIRET 130 025 976 00015  
ci-dénommé « le Campus des Métiers »

Représenté(e) par Laurent GATINEAU, en sa qualité de Président de CY Cergy Paris Université

## **PREAMBULE**

La Région Ile de France et l'Université Paris Cergy à travers son Campus des Métiers et des Qualifications d'excellence de la Sécurité, dénommé « Campus Sécurité » souhaite mettre en place un partenariat visant à fédérer les acteurs d'excellence de la formation et des apprentissages (enseignement secondaire, enseignement supérieur et recherche), les acteurs économiques et industriels de la Sécurité, ainsi que les différentes organisations publiques et privées de la filière.

Ce Campus se positionne sur quatre axes métiers : « Sécurité Numérique », « Sûreté-Sécurité », « Santé Sécurité au Travail », « Prévention des risques extrêmes et gestion des grands événements ». Il est localisé dans un espace pilote de 400 m<sup>2</sup> aux Bains Douches d'Argenteuil et il s'installera dans les locaux de l'IUT d'Argenteuil qui couvrent une superficie de 5 000 m<sup>2</sup>. Ainsi, le « Campus Sécurité » constitue un lieu unique d'échange et de formation autour des Métiers de la Sécurité.

La Région Île-de-France souhaite valoriser l'enseignement professionnel et l'adapter aux secteurs d'activités porteurs d'emplois sur son territoire. Ainsi, la Direction de la

sécurité et d'aide aux victimes dispose d'une expertise étendue à travers des métiers multiples et des installations techniques substantielles de manière à participer à la valorisation des métiers de la sécurité.

La Région Ile-de-France dispose déjà d'une convention cadre avec le Campus Sécurité visant un soutien financier de leur dispositif d'accompagnement des jeunes aux métiers de la sécurité (n° CP 2020-151 du 4 mars 2020).

Ce nouveau partenariat vise à élargir le soutien apporté par un accueil des jeunes en apprentissage dans les locaux de la Région, leur permettant ainsi de disposer d'un réel cadre professionnel dans l'objectif de perfectionner leur apprentissage sur le terrain. La Région Ile-de-France participe donc par ce biais à la formation des jeunes en vue de leur insertion professionnelle par une approche pratique de la formation.

## **Il a été convenu ce qui suit :**

### **Article 1**

La présente convention a pour objet la mise en œuvre d'une séquence d'observation et de formation en milieu professionnel, dans les locaux de la Région Ile-de-France, au bénéfice des étudiants du Campus des métiers et des qualifications d'Excellence – Métiers de la sécurité dans le cadre d'un partenariat entre celui-ci et la Région Ile-de-France qui dispose au sein de la direction de la sécurité et de l'aide aux victimes d'un service de sécurité et de sûreté comprenant un ensemble de processus et de matériels, utile à la formation et à la pédagogie des étudiants.

**Ce partenariat a pour objectif le soutien de la formation des jeunes dans leur parcours d'apprentissage des métiers de la sécurité par une approche pratique.**

### **Article 2**

Les objectifs assignés à la séquence d'observation en milieu professionnel sont déclinés ci- dessous :

- Découvrir, et observer les différentes missions liées aux métiers de la sécurité au sein des locaux de la Région Ile de France,
- Permettre aux élèves de développer leurs connaissances techniques sur :
  - La sécurité des biens et des personnes,
  - Le secourisme à personne en cas de malaise,
  - La gestion opérationnelle en cas d'incendie et utilisation du Système de Sécurité Incendie (SSI),
  - L'accueil des pompiers en cas d'assistance à personne ou incendie,
  - La sécurisation des événements comprenant l'utilisation de portique de sécurité, raquette de sécurité, tunnel RX et un ensemble de processus permettant d'assurer le filtrage des visiteurs sur un grand nombre d'évènements au quotidien,
  - L'utilisation du contrôle d'accès,

- L'utilisation de barrières anti-voiture bélière,
- La gestion d'un poste de sécurité et de vidéoprotection,

Le programme type d'une journée de formation est présenté ci-dessous.

<b>Matin</b>	Pédagogie
<b>Après midi</b>	Technique

Les sessions de formation devront comprendre 20 étudiants maximum par session (nombre d'élèves maximum au sein d'une classe du campus) et seront encadrées par les responsables du service sécurité des sites de la Région dans la limite de 6 sessions par an.

### **Article 3**

La Région Ile-de-France s'engage à prendre en charge les frais de restauration des étudiants et des accompagnants (22 maximum par session de formation) lors des journées de formations organisées au siège de la Région Ile de France à Saint Ouen-sur-Seine dans le cadre de la présente convention par une mise à disposition de plateaux repas.

### **Article 4**

Le Campus des Métiers s'engage à :

- Mettre à disposition pour chaque journée de formation des accompagnateurs pour l'encadrement des élèves et à en fournir la liste à la Région Ile-de-France.
- Recueillir et transmettre l'autorisation de cession de droit à l'image de chaque jeune qui pourra être utilisé pour le bilan annuel et divers événements de la direction de la sécurité et de l'aide aux victimes.
- Fournir à la Région Ile-de-France avant chaque journée de formation pratique au siège, un document attestant sur l'honneur avoir respecté les obligations visées aux points 2 et 3 du présent article.

#### **Article 4.1 : Obligations en matière d'éthique**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

#### **Article 4.2 : Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité**

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### **Article 5**

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la Charte de visibilité régionale disponible sur [www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF](http://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF) dont les principes sont :

##### *Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional*

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

##### *Relations presse / relations publiques :*

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

##### *Visibilité provisoire et pérenne :*

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

##### *Justificatifs de visibilité*

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

#### Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

#### Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

### **Article 6**

L'accueil et la formation des jeunes dans le cadre du partenariat entre la Région Ile-de-France et le Campus sécurité est gratuite pour les élèves et leurs accompagnateurs.

### **Article 7**

Les élèves sont sous l'entière responsabilité de l'accompagnant désigné par le Campus durant la tenue de l'accueil et de la formation, objet de la présente convention, ainsi qu'au cours du trajet séparant le campus des métiers à la structure d'accueil.

L'Université contracte une assurance couvrant la responsabilité civile des élèves pour les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non qu'ils pourraient causer aux tiers au cours de l'activité prévue par la présente convention.

La Région contracte une assurance de responsabilité civile couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non qu'elle pourrait causer aux tiers au cours de l'activité prévue par la présente convention.

La Région est également titulaire, en qualité de propriétaire, d'une police d'assurance dommages aux biens garantissant ses biens des risques incendies, dégâts des eaux, explosion.

Ces assurances doivent être maintenues pour toute la durée du contrat.

Les attestations d'assurances doivent être communiquées à la demande de chacune des parties dans un délai d'un mois à compter de la demande.

## **Article 8**

En cas d'accident survenant aux élèves pendant la journée de formation, le représentant du Campus des Métiers, mentionné à l'article 15 de la présente convention, s'engage à en informer la Région dans la journée où l'accident s'est produit.

## **Article 9**

Le responsable désigné du Campus mentionné à l'article 14 de la présente convention et le représentant de la Région Ile-de-France, mentionné à l'article 14 de la présente convention, se tiendront mutuellement informés des difficultés qui pourraient naître de l'application de la présente convention et prendront, d'un commun accord et en liaison avec l'équipe pédagogique, les dispositions propres à les résoudre.

Les difficultés qui pourraient être rencontrées lors de toute période en milieu professionnel et notamment toute absence d'un élève, seront aussitôt portées à la connaissance du chef d'établissement.

## **Article 10**

La présente convention prend effet le 1er septembre 2023. Elle pourra être reconduite automatiquement par application du principe de reconduction tacite à la date anniversaire de la convention dans la limite de 2 fois sauf si une des parties y met un terme à la fin de la durée initiale ou de tout renouvellement en respectant un préavis de 1 mois.

## **Article 11**

Chaque partie s'engage à maintenir confidentiels les renseignements, données et documents divers qui lui seraient communiqués par l'autre Partie et dont elle aura connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité, les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des Parties ou des documents de nature à être diffusés au public.

La présente obligation de confidentialité s'applique également aux données ou informations qui auront été communiquées à l'une ou l'autre des Parties avant même la signature de la convention. Elle se poursuivra aussi longtemps que les données

concernées ne seront pas devenues publiques, sauf accord particulier et exprès de l'une ou l'autre des Parties à une levée de la confidentialité.

Chaque partie est responsable des données à caractère personnel qu'elle traite dans le cadre de ce partenariat notamment en ce qui concerne les données personnelles des étudiants, et déclare être en conformité avec la loi n°78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et avec le règlement UE 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (« RGPD »).

## **Article 12**

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un commun accord formalisé par la conclusion d'un avenant écrit et signé par les deux Parties, après approbation de la commission permanente du conseil régional.

## **Article 13**

La convention pourra être résiliée dans les cas suivants :

- D'un commun accord entre les parties avec un préavis de deux mois, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.
- A la demande d'une des parties en cas de non-respect des engagements de la convention par l'autre partie, après mise en demeure de remplir ses obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la partie à l'initiative de la mise en demeure adresse à l'autre la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
- La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.
- En cas de force majeure à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception.

## **Article 14**

En cas de différend découlant de l'exécution de la présente convention ou lié(s) à celle-ci, les parties conviennent de se rencontrer à afin de chercher régler le différend par le biais de la négociation ou d'un autre processus approprié de règlement amiable des différends, avant de recourir à la voie contentieuse.

En cas d'échec des modes amiables de résolution, tout litige, différend ou toute réclamation découlant de et/ou lié(e) à la présente convention, sera soumis(e) à la compétence du Tribunal administratif territorialement compétente.

## **Article 15**



Les contacts et le suivi du partenariat seront assurés par :

<b>Contact Etablissement scolaire</b> Jérôme MORGES Directeur Opérationnel du Campus Sécurité 06 61 42 31 61 <a href="mailto:jerome.morges@cyu.fr">jerome.morges@cyu.fr</a>	<b>Contact Région Île-de-France</b> Alexandre GAYE Chargé de mission politiques de sécurité 01 53 85 64 67 // 07 61 38 00 88 <a href="mailto:Alexandre.gaye@iledefrance.fr">Alexandre.gaye@iledefrance.fr</a>
---	---

Fait en 2 exemplaires

Le ..... à .....

Le Président de CY Cergy  
Paris Université

Laurent GATINEAU

Le ..... à .....

La Présidente de la Région Ile de France

Valérie PECRESSE



